Compagnie Nationale des Commissaires Enquêteurs

cnce



Pièces complémentaires du GUIDE de l'enquête publique

Extrait : Fiche 24 corrigée le 19 11 2020

1. Textes de base et annexes
2. Fiches thématiques relatives à l'enquête publique
3. Sigles et acronymes utilisés dans les documents relatifs à l'enquête publique

Sommaire des pièces complémentaires

1. Textes de base et annexes 04

1.1. Textes fondamentaux de la CNCE 06

1.1.1 Statuts de la CNCE 06

1.1.2 Règlement intérieur de la CNCE 08

1.1.3 Code de déontologie des membres de la CNCE 11

1.2. Textes de base de l'enquête publique 13

1.2.1 Les chartes 13

La Charte de l'environnement 13

La Charte de la concertation 15

La Charte de la participation du public 17

La Charte des bureaux d'étude dans le domaine de l'évaluation environnementale 20

1.2.2 Les textes législatifs et réglementaires relatifs aux enquêtes 23

Le Code de l'environnement 23

Le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique 36

Le Code des relations entre le public et l'administration 36

1.3. Annexes relatives au traitement des observations de l'enquête publique 37

1.3.1 exemple de grille d'analyse identifiant les thèmes possibles 37

1.3.2 Exemple de grille de synthèse des observations, courriers et courriels par thèmes retenus 39

1.4. Liste des modèles de lettres réservés aux commissaires enquêteurs, adhérents de la CNCE 41

2. Fiches thématiques relatives à l'enquête publique

3. Sigles et acronymes utilisés dans les documents relatifs à l'enquête publique

2 - Fiches thématiques relatives à l'enquête publique

Liste des fiches thématiques relatives à l'enquête publique

1- Le commissaire enquêteur et l'enquête publique

2- Les différents types d'enquêtes publiques

3- L'organisation de l'enquête publique environnementale

4- La participation du public à l'enquête environnementale par voie électronique

5- La désignation du commissaire enquêteur - Les problèmes d'incompatibilité

6- La publicité de l'enquête publique relevant du Code de l'environnement

7- La réunion publique d'information et d'échange

8- La prolongation de la durée de l'enquête

9- La suspension de l'enquête et l'enquête complémentaire

10- Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur

11- Le statut et l'indemnisation du commissaire enquêteur

12-L'information des élus

13- Les études d'impact

14- Le rapport d'évaluation environnementale

15- L'autorité environnementale et son avis

16- Le schéma de cohérence territoriale : SCOT

17- Le plan local d'urbanisme

18- La carte communale

19- Les plans de déplacements urbains (PDU) et en Île-de-France, le PDUIF et les plans locaux de déplacement (PLD)

20- La délimitation des zones d'assainissement (collectif et non collectif)

21- Le site patrimonial remarquable (SPR)

22- Le plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV)

23- Le plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP)

24- Les enquêtes environnementales et non environnementales préalables à la déclaration d'utilité publique (DUP)

25- Les enquêtes parcellaires

26- Les enquêtes relevant du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA)

27- L'aménagement foncier rural CCAF et CDAF

28- Le parc national (PN), les Réserves naturelles et autres protections

29- Le parc naturel régional (PNR)

30- Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

31- Les installations relatives aux énergies renouvelables

32- Les enquêtes publiques sur l'eau

33- Les enquêtes de servitudes d'utilité publique (SUP)

34- Les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) et les plans de prévention des risques miniers (PPRM)

35- Les plans de prévention des risques technologiques (PPRT)

36- Le plan d'exposition au bruit (PEB)

37- Les directives territoriales d'aménagement et de développement durable (DTADD)

38- La déclaration de projet (DP)

39- La déclaration d'intérêt général des travaux (DIG)

40- Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

41- Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) la trame verte et bleue (TVB)

42- Le plan régional de prévention et de gestion des déchets

43- Le plan de protection de l'atmosphère

44- L'enquête portant sur les statuts des associations syndicales autorisées (ASA)

45- Les enquêtes de voirie

46- Le permis de construire

47- Le périmètre de protection du monument historique (PPMH)

48- Le règlement local de publicité (RLP)



24

LES ENQUÊTES ENVIRONNEMENTALES ET NON ENVIRONNEMENTALES PRÉALABLES À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE (DUP)

Cette fiche s'applique aux seules enquêtes publiques préalables à une DUP.
Elle ne concerne donc pas les enquêtes parcellaires, qui sont traitées dans la fiche n° 25.

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES

- Code de l'expropriation : articles L.121 -1 à L.122 -7
- Code de l'expropriation : articles R.111-1 à R.112-27
- Code de l'environnement : articles L.123-1 à L.123-18
- Code de l'environnement : articles R.123-1 à R.123-27

OBJET DE L'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DUP

L'article 545 du Code civil prévoit que : « *nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité* ».

Le Code de l'expropriation dans son article L.1 prévoit que :

« *L'expropriation, en tout ou partie, d'immeubles ou de droits réels immobiliers ne peut être prononcée qu'à la condition qu'elle réponde à une utilité publique préalablement et formellement constatée à la suite d'une enquête et qu'il ait été procédé, contradictoirement, à la détermination des parcelles à exproprier ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres personnes intéressées. Elle donne lieu à une juste et préalable indemnité* ».

De sorte que pour pouvoir procéder à une expropriation deux enquêtes sont nécessaires, dont la première (objet de la présente fiche) a pour objet de définir si l'opération doit être déclarée d'utilité publique, l'intérêt général l'emportant sur les intérêts particuliers, et la seconde (enquête parcellaire, fiche n° 25) concerne la détermination des parcelles à exproprier et les droits réels immobiliers. Cette deuxième enquête peut dans certains cas être diligentée avec la première et selon les cas en tant qu'enquête conjointe ou enquête unique (voir fiche n° 25).

La notion de propriété doit s'entendre dans son sens large. Il ne s'agit pas uniquement de l'expropriation d'immeubles ou de terrains.

Certaines créations de servitudes portent atteinte au droit de propriété puisqu'elles restreignent les droits du propriétaire. À ce titre elles doivent être déclarées d'utilité publique, et doivent être soumises à une procédure d'enquête publique en vue d'une déclaration d'utilité publique du projet de création de servitudes.

LA RÉGLEMENTATION APPLICABLE

L'article L.110-1 du Code de l'expropriation précise :

« *L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique est régie par le présent titre. Toutefois, lorsque la déclaration d'utilité publique porte sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L.123-2 du Code de l'environnement, l'enquête qui lui est préalable est régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre I^er^ de ce Code.* »

Il existe donc 2 régimes d'enquêtes publiques en vue de la déclaration d'utilité publique :

L'enquête publique en vue de la DUP qui ne porte pas atteinte à l'environnement

Cette enquête publique est régie par le Code de l'expropriation. Les articles R.111-1 à R.112-27 en explicitent son déroulement :

- Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est désigné par le président du Tribunal administratif dans les conditions définies par l'article R.123-5 du Code de l'environnement.
- Le préfet du département où doit se tenir l'enquête publique est chargé d'organiser l'enquête. Un préfet coordinateur est désigné lorsque l'enquête se déroule sur le territoire de plusieurs départements.
- Le dossier d'enquête est défini :
  - soit par l'article R.112-4 lorsque la DUP est demandée en vue de la réalisation de travaux ou d'ouvrages et il comprend :
    1° Une notice explicative ;
    2° Le plan de situation ;
    3° Le plan général des travaux ;
    4° Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
    5° L'appréciation sommaire des dépenses.
  - soit par l'article R.112-5 lorsque la DUP est demandée en vue de l'acquisition d'immeubles, ou lorsqu'elle est demandée en vue de la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'urbanisme importante et il comprend :
    1° Une notice explicative ;
    2° Le plan de situation ;
    3° Le périmètre délimitant les immeubles à exproprier ;
    4° L'estimation sommaire du coût des acquisitions à réaliser.
- La durée de l'enquête ne peut être inférieure à 15 jours.
- La publicité de l'enquête est faite par publication par le préfet, d'un avis dans 2 journaux régionaux 8 jours avant le début de l'enquête et répétée dans les 8 premiers jours de l'enquête.
- L'avis d'ouverture d'enquête est aussi affiché dans les communes où doit avoir lieu l'enquête. Le ou les maires en charge de cet affichage doivent le certifier.

- Le préfet décide s'il y aura ou non des permanences ainsi que de leurs lieux et heures de déroulement (**qui ne revêtent donc pas un caractère obligatoire**).
- Le ou les registres sont clos soit par le maire soit par le préfet organisateur de l'enquête publique et transmis sous 24 heures au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

L'enquête publique en vue de la DUP qui porte atteinte à l'environnement

Lorsque l'opération pour laquelle une DUP est demandée est susceptible d'affecter l'environnement (au sens de l'article L.123-2 du Code de l'environnement), l'enquête publique est alors régie par le Code de l'environnement selon les dispositions du chapitre III, titre II, livre 1er de ce Code tant pour la partie législative que règlementaire.

- Les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 définissent alors le déroulement de l'enquête publique.
- Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est désigné par le président du Tribunal administratif dans les conditions définies par l'article R.123-5 du Code de l'environnement.
- La décision d'ouverture de l'enquête est prise par un arrêté du préfet du département concerné par l'opération ou par un arrêté conjoint des préfets intéressés si plusieurs départements sont concernés par l'opération ;
- Le dossier comprend au moins (Article R.123-8 du Code de l'environnement) :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique, le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L.122-1 ou à l'article L.122-4, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L.122-1 et à l'article L.122-7 du présent Code ou à l'article L.104-6 du Code de l'urbanisme ;

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un d'examen au cas par cas par l'autorité environnementale ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L.181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L.121-8 à L.121-15, de la concertation préalable définie à l'article L.121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L.121-13. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance.

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L.124-4 et au II de l'article L.124-5.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à **trente** jours. Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de **quinze** jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête.

L'arrêté d'organisation de l'enquête précise les conditions de l'enquête en 8 points dont **des permanences obligatoires** définies en concertation avec le commissaire enquêteur (R.123-9-5°) et **des mesures obligatoires relatives à la dématérialisation de l'enquête et à la participation du public par voie électronique** et qui seront repris dans l'avis d'enquête**.**

La publicité de l'enquête est faite par publication de l'avis par le préfet, dans 2 journaux régionaux 15 jours avant le début de l'enquête et répété dans les 8 premiers jours de l'enquête.

Cet avis d'enquête est aussi affiché dans les communes où doit avoir lieu l'enquête ainsi que sur les lieux prévus pour la réalisation du projet au moins quinze jours avant le début de l'enquête.

À la fin de l'enquête :

- le ou les registres sont clos par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête.
- le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête remet au maitre d'ouvrage un PV de synthèse dans un délai de 8 jours après la fin de l'enquête. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

- Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif dans un délai de 30 jours. (R.123-19).
- Dans le cas d'une commission d'enquête, **il appartient au président de la commission de présenter, sous son couvert**, le nombre d'heures consacrées à l'enquête et le montant des frais de chacun des membres de la commission, compte tenu du travail effectivement réalisé par chacun d'entre eux. (R.123-25).

(Tableau résumé de l'ensemble de ces procédures en pages 6 et 7 de la présente fiche)

RÔLE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR ET ANALYSE BILANCIELLE

L'enquête de DUP obéit à des règles juridiques très précises découlant de la jurisprudence du Conseil d'État n° 78825 « Ville nouvelle Est » du 28 mai 1971.

Dans ce célèbre arrêt le Conseil d'État a précisé quels devaient selon lui être **les critères** qu'il convenait d'examiner pour pouvoir déclarer qu'une opération était d'intérêt public.

Il a notamment précisé que l'utilité publique ne s'appréciait pas seulement en fonction du but poursuivi et de l'intérêt de l'opération projetée, mais aussi, compte tenu du passif de cette opération, c'est-à-dire de ses divers inconvénients, c'est ce qu'on a appelé la « théorie du bilan ».

Cette théorie a évolué au fil du temps et des diverses jurisprudences et se complète régulièrement par de nouveaux paramètres à considérer, un des plus importants intervenus depuis 1971 étant celui des atteintes environnementales de l'opération projetée.

Comme le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, **doit** dans son rapport examiner l'ensemble des observations produites en cours d'enquête, quitte à les regrouper par thème pour conclure si les avantages de l'opération projetée l'emportent sur les inconvénients ou le contraire, afin d'émettre une conclusion finale sur cette analyse en faveur ou non de la DUP, **il peut être intéressant pour lui de conduire cette analyse en fonction des critères retenus par le Conseil d'État**.

S'il n'y a aucune obligation pour le commissaire enquêteur dans l'expression de sa conclusion motivée de recourir, à la **théorie du bilan**, il a tout intérêt à se fondre dans un schéma prédéfini et à utiliser les critères définis par la jurisprudence et utilisés par le juge pour son contrôle. Car il s'agit pour le commissaire enquêteur, comme pour le juge, de vérifier s'il existe un **rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé**.

Cette analyse bilancielle devient donc l'élément clé du rapport du commissaire enquêteur. Elle lui permet de se prononcer sur l'utilité publique du projet mis à l'enquête.

Si en 1971 le Conseil d'État s'était limité à l'examen de trois étapes essentielles, à savoir :

1ère étape : L'intérêt général
L'opération doit répondre à une finalité d'intérêt général.

2ème étape : Nécessité de recourir à l'expropriation
L'expropriant n'étant pas en mesure de réaliser l'opération dans des conditions équivalentes sans recourir à l'expropriation, notamment en utilisant des biens disponibles dans son patrimoine.

3ème étape : Le bilan coûts /avantages
Les atteintes à la propriété privée, le coût financier et éventuellement les inconvénients d'ordre social **ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt que présente l'opération.**

Les diverses jurisprudences intervenues depuis ont mis en évidence d'autres critères qu'il convenait d'examiner afin de pouvoir se prononcer sur l'utilité publique d'une opération.

Il s'agit tout d'abord, comme cela été mentionné précédemment du **critère environnemental** découlant de la loi du 1er mars 2005 qui a introduit la Charte de l'environnement dans le préambule de la Constitution de 1958. Par sa valeur constitutionnelle, la Charte place la sauvegarde de l'environnement au même niveau que les droits de l'Homme et du citoyen. Elle confère des droits (article 1) : « *Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé* », mais aussi des devoirs (article 2) : « *Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement* ». Désormais, les politiques publiques doivent concilier développement économique et protection de l'environnement et ce « principe de conciliation», posé par l'article 6 de la **Charte de l'environnement, qui s'impose au législateur, s'impose aussi à l'administration dans l'appréciation des déclarations d'utilité publique**. De nombreuses enquêtes de DUP étant des enquêtes environnementales, le volet étude d'impact est très important pour ces enquêtes et ce critère est donc devenu un critère essentiel que **le commissaire enquêteur est tenu d'examiner attentivement pour donner son appréciation finale sur l'utilité de l'opération projetée.**
Il s'agit ensuite du **critère relatif au « *principe de précaution* »** ; introduit par l'arrêt du Conseil d'État du 12 avril 2013 après vérification qu'il existe bien un risque qui justifie l'application du principe de précaution, le contrôle que la procédure d'évaluation du risque a bien été mise en œuvre est réalisé, le juge contrôle l'erreur manifeste d'appréciation quant au caractère suffisant et non excessif des mesures de précaution mises en œuvre au regard de l'intérêt de l'opération et de la plausibilité et de la gravité du risque. Compte tenu du caractère très particulier de ce critère, le commissaire enquêteur ne dispose généralement pas d'informations lui permettant d'apprécier concrètement ce critère et **il n'est donc pas recommandé qu'il procède à son examen**.

D'autres critères peuvent faire l'objet d'un examen de la part du commissaire enquêteur :

- Le critère relatif à la santé publique (qui est la plupart du temps traité dans l'étude d'impact de l'opération projetée) ;
- Le critère relatif au choix des terrains retenus pour l'opération projetée ;
- Le critère relatif à la compatibilité avec les documents d'urbanisme existants (qui demande une étude attentive et une bonne connaissance de l'ensemble des documents d'urbanisme existants !).

Au terme de cette analyse bilancielle des différents critères qui sous-tendent le caractère d'utilité ou de désutilité du projet soumis à enquête, le commissaire enquêteur pourra dans ses conclusions se prononcer et examiner si les avantages qu'il présente l'emportent ou non sur les inconvénients qu'il génère, et s'ils penchent en faveur de la Déclaration d'Utilité Publique de sa réalisation, (et donner alors un avis favorable assorti éventuellement de réserves et/ou de recommandations), ou au contraire et donner un avis défavorable.

Le tableau ci-dessous résume le contenu de l'analyse bilancielle.

Analyse bilancielle

1 – Le projet mis à l'enquête présente-t-il concrètement un caractère d'intérêt général ?
Examiner l'intérêt général (public) de l'opération projetée qui doit être réel, précis et permanent.

2 – Les expropriations envisagées sont-elles nécessaires pour atteindre les objectifs visés par le projet mis à l'enquête ?
Examiner le choix opéré du terrain : le maître d'ouvrage pouvait-il éviter l'expropriation en utilisant des biens équivalents se trouvant dans son patrimoine ?

3 – Le bilan coûts-avantages penche-t-il en faveur de la réalisation du projet ?

- **31 – Les atteintes à la propriété privées sont-elles totalement justifiées ?**
  Les atteintes ne sont-elles pas disproportionnées ? Existe-il une solution alternative ?
- **32 – Le coût financier de l'opération poursuivie est-il supportable ?**
  N'est-il pas excessif par rapport aux travaux similaires ? Correspond-t-il bien au coût réel ?
- **33 – Les inconvénients d'ordre social**
  Les inconvénients d'ordre social, y compris les mesures de précaution prises ainsi que des inconvénients supplémentaires pouvant résulter de ces mesures.
- **34 – Les atteintes à d'autres intérêts publics**
  341 - Celui de la santé publique qui peut prévaloir sur l'intérêt public militant en faveur de la DUP.
  342 - Les intérêts environnementaux et le respect de la Charte de l'Environnement[1]
  Les atteintes environnementales du projet et/ou les éventuels dommages collatéraux qu'il provoque et les mesures de compensation envisagées.

4 – Les autres critères à examiner

- **41 – Le choix des terrains**
  Bien que ne faisant pas partie à proprement parler du bilan « coûts/avantages ».
- **42 – La compatibilité avec les documents d'urbanisme existants**
  Compatibilité à ne pas confondre avec conformité.

Chacun de ces paragraphes doit faire l'objet d'une conclusion partielle avant une conclusion finale sur la DUP.

IMMEUBLES INSALUBRES ET HABITATS INDIGNES

La spécificité de l'expropriation des immeubles et terrains insalubres (ou frappés d'un arrêté de péril) et inaptes à l'habitation, a entrainé la création d'un régime dérogatoire précisé dans l'article 13 de la loi n° 70-612 du 10 juillet 1970 tendant à faciliter la suppression de l'habitat insalubre, communément appelée « loi Vivien », modifiée, notamment par l'ordonnance du 15 décembre 2005 relative aux immeubles insalubres et dangereux puis par la loi « engagement national pour le logement » (ENL) du 16 juillet 2006.

1. L'article 6 de la Charte s'impose au législateur, mais aussi à l'administration dans l'appréciation des déclarations d'utilité publique.

Ce texte a étendu aux immeubles d'habitation frappés d'un arrêté de péril et d'une ordonnance de démolition ou d'une interdiction définitive d'habiter le bénéfice de l'expropriation dérogatoire « loi Vivien ». Il précise que peuvent aussi être expropriés selon ce mode dérogatoire des immeubles qui ne sont eux-mêmes ni insalubres, ni impropres à l'habitation, lorsque leur expropriation est indispensable à la démolition des immeubles insalubres ou d'immeubles menaçant ruine, ainsi que des terrains où sont situés les immeubles déclarés insalubres ou menaçant ruine lorsque leur acquisition est nécessaire à la résorption de l'habitat insalubre, alors même qu'y seraient également implantés des bâtiments non insalubres, ou ne menaçant pas ruine.

Le Code de l'expropriation reprend ces dispositions dans ses articles L.511-1 à L.511-9 ainsi que R.511-1 à R.511-3.

QUELQUES CAS PARTICULIERS NÉCESSITANT UNE DUP

- Procédure d'urgence (Articles L.511-1 à L.511-9 et R.232-1 à R.232-8 du Code de l'expropriation).
- Procédure d'extrême urgence (Articles L.521-1 à L.521-8 du Code de l'expropriation).
- Expropriation de biens exposés à certains risques naturels majeurs (Articles L.561-1 à L.561-5 du Code de l'environnement).
- Expropriation de biens exposés à certains risques technologiques (Articles R.515-1 et suivants du Code de l'environnement modifié par la loi n° 2013-619 du 16 juillet 2013).

JURISPRUDENCE

S'agissant des opérations de déclaration d'utilité publique, la jurisprudence du Conseil d'État est nombreuse, notamment depuis que la théorie du bilan a été émise.

- Il convient de mettre en balance les inconvénients avec les avantages de l'opération, son coût avec son rendement, ou, selon les économistes, sa désutilité avec son utilité.
- Le but de l'opération doit être suffisamment important pour justifier les inconvénients qu'implique en termes d'atteinte à la propriété le choix de l'administration ;
- Le coût d'un projet doit être en rapport avec les avantages, même largement entendus ;
- Le montant du coût d'un projet ne doit pas être disproportionné avec les ressources de la commune ;
- L'évaluation économique ainsi que celle de la rentabilité du projet doivent être détaillées et le dossier doit être complet sur ces deux points ;
- Le risque de spoliation des propriétaires doit faire l'objet d'une étude approfondie (notamment s'il existe un trop grand écart entre les expropriations susceptibles d'intervenir à court terme et le début des travaux envisagé à un horizon plus lointain ;
- L'utilité publique ne doit pas masquer son éventuelle nocivité publique (des projets par ailleurs utiles, ne doivent pas aggraver la pollution ou détruire une partie du patrimoine naturel ou culturel du pays) ;
- Une opération ne peut être déclarée d'utilité publique si l'atteinte à d'autres intérêts publics qu'elle comporte n'est pas excessive eu égard à l'intérêt qu'elle présente ;
- Les travaux prévus par une DUP ne peuvent être entrepris, ni autorisés, sur le territoire où s'applique un plan d'urbanisme, s'ils ne sont pas compatibles avec ce plan ;
- Etc.

Composition du dossier d'enquête pour les DUP demandées au titre du seul Code de l'expropriation :

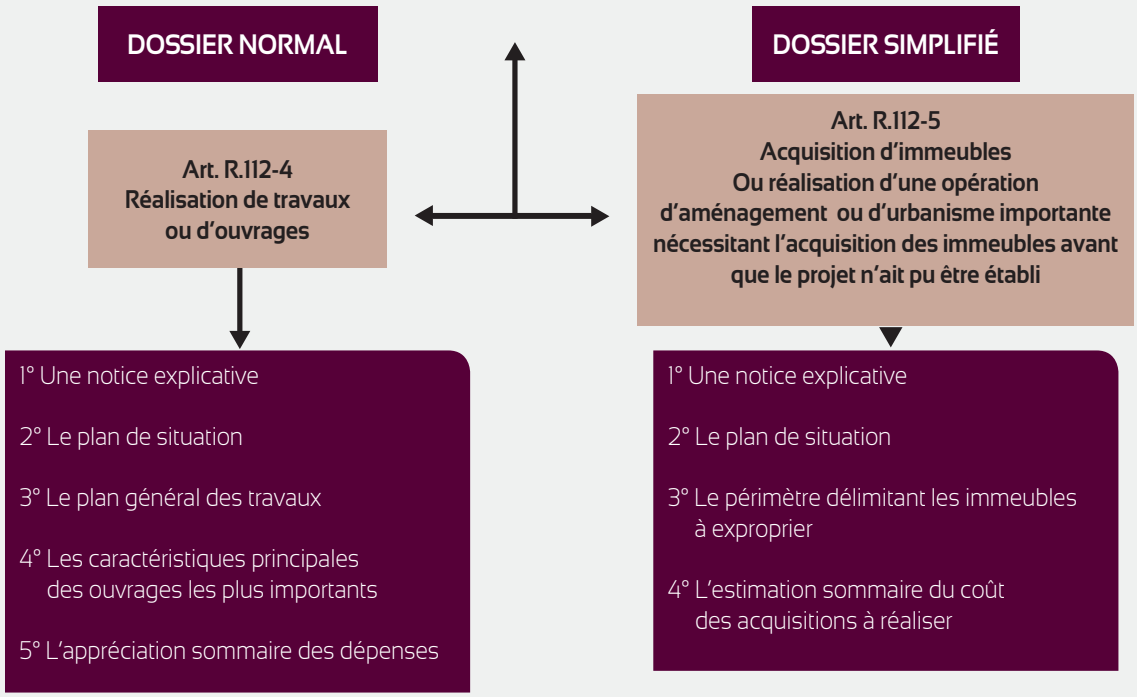


Tableau résumant les procédures des enquêtes préalables aux déclarations d'utilité publique (DUP) : Les 2 types d'enquêtes de DUP : environnementales et non environnementales

TYPE ENQUÊTE	Enquête publique préalable à la DUP lorsque la DUP **porte** sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L.123-2 du code de l'environnement (art L.110-1-2ème alinéa du code de l'expropriation)	Enquête publique préalable à la DUP lorsque la DUP **ne porte pas** sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L.123-2 du code de l'environnement (art L.110-1-1er alinea du code de l'expropriation)
PRÉCÉDURE ENQUÊTE	Déroulement de l'enquête menée selon la procédure du Code de l'environnement (chapitre III du titre II du livre Ier de ce Code) (Articles R.123-1 à R.123-27) Organisation **obligatoire** de permanences en **concertation** avec l'autorité organisatrice (Art R123-9-5° du Code de l'environnement)	Déroulement de l'enquête menée selon procédure du Code de l'expropriation (Articles R.112-1 à R.112-24 Code expro) sous réserve pour enquêtes de l'article L.110-2 des dispositions particulières Durée = 15 j minimum Organisation **facultative** de permanences, uniquement si l'arrêté « en a disposé ainsi » (Article R.112-17- dernier alinéa Code expro), après **consultation** du commissaire enquêteur (Article R.112-12- premier alinéa Code expropriation)
DÉSIGNATION ENQUÊTE	Commissaire enquêteur (ou commission d'enquête) + un ou plusieurs suppléants désigné(s) par le président du Tribunal Administratif dans les conditions de l'article R.123-5 du Code de l'environnement (Art R.111-1 du Code de l'expropriation)	
PUBLICITÉ ENQUÊTE	2 annonces journaux régionaux ou locaux (+ 2 dans journaux nationaux si projet le nécessite) 15 j avant répétées dans les 8 premiers jours (uniquement pour régionaux ou locaux) + affiches 15 j avant	2 annonces journaux régionaux ou locaux 8 j avant répétées dans les 8 premiers jours + affiches 8 j avant
ORGANISATION ENQUÊTE	Sauf disposition particulière - Enquête ouverte et organisée par préfet du département où doit se dérouler l'opération (ou ouverte par arrêté conjoint préfets si plusieurs départements concernés avec désignation préfet coordinateur) Article R.112-1 à R.112-3 du Code de l'expropriation	
DOSSIER ENQUÊTE	Pièces de l'article R.123-8 Code de l'environnement + Pièces de l'article R.112-4 Code expro pour DUP en vue de la réalisation de travaux ou d'ouvrages OU Pièces de l'article R.112-5 Code expro pour DUP en vue de l'acquisition d'immeubles **(Avec atteintes environnementales)**	Pièces de l'article R.112-4 Code expro pour DUP en vue de la réalisation de travaux ou d'ouvrages OU Pièces de l'article R.112-5 Code expro pour DUP en vue de l'acquisition d'immeubles OU/ET Pièces exigées par réglementations spécifiques **(Sans atteintes environnementales)**
INDEMNISATION ENQUÊTE	Indemnisation du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête par le président du TA selon les conditions prévues aux articles R.123-25 à R.123-27 du Code de l'environnement. Possibilité d'une allocation provisionnelle sur demande motivée du commissaire enquêteur.	